

Fiche de TD n°2 (évolution du bilan, FR, BFR et trésorerie nette)

-Rappel du bilan comptable (structure)

A- Le bilan : Soit le bilan simplifié suivant : Bilan au 31-12-N

Actif		Passif	
Actif Immobilisé	2 000	Capitaux propres	2000
Actif circulant (hors trésorerie)	2 800	Dettes de financement	400
Trésorerie	200	Passif circulant (hors trésorerie)	2600
Total	5 000	Total	5 000

$$F.D.R. = 2\,400 - 2\,000 = 400$$

$$B.F.R. = 2\,800 - 2\,600 = 200$$

$$\text{Trésorerie nette} = \text{Trésorerie-actif} - \text{trésorerie-passif} = 200$$

$$\text{Ou } F.D.R. - B.F.R. = 400 - 200 = 200$$

A priori, on peut affirmer que, sur la base du bilan ci-dessus, la situation de l'entreprise est saine : le F.D.R. (400) permet de financer le B.F.D. (200) et autorise l'entreprise à détenir 200 de disponibilités.

En réalité, cette appréciation est portée Sur la base d'une situation figée à un instant donné (bilan au 31-12-N).

Supposons maintenant que le lendemain soit le 1-01-N+1, l'entreprise règle une somme de 450 à un fournisseur, alors qu'aucune autre opération n'est réalisée ; le bilan se présentera théoriquement ainsi :

Bilan au 1-01-N+1

Actif		Passif	
Actif Immobilisé	2 000	Capitaux propres	2000
Actif circulant (hors trésorerie)	2 800	Dettes de financement	400
		Passif circulant (hors trésorerie) ^(a)	2150
		Trésorerie passive ^(b)	250
Total	4800	Total	4800

$$a) 2600 - 450 = 2150$$

$$b) \text{Trésorerie passif} = 200 - 450 = -250$$

$$F.D.R. = 2\,400 - 2\,000 = 400$$

$$B.F.R. = 2\,800 - 2\,150 = 650$$

$$\text{Trésorerie nette} = \text{Trésorerie-actif} - \text{trésorerie-passif} = -250$$

$$\text{OU Trésorerie nette} = F.D.R. - B.F.R. = -250$$

Dans cet exemple, on voit que l'entreprise qui affiche des liquidités substantielles à l'actif se voit du jour au lendemain obligée d'avoir recours à des concours bancaires à court terme pour honorer ses engagements vis-à-vis de ses fournisseurs.

Au cas où cette entreprise n'aurait pas la possibilité de recourir aux facilités de caisse bancaires, elle se trouverait confrontée à des impayés, ce qui pourrait remettre en question la confiance que lui accordent ses fournisseurs.